



La "possibilité" de partir à la retraite à 60 ans, c'est désormais l'habillage officiel de l'allongement des durées de cotisation voulu par le gouvernement et les marchés financiers.

Photo AFP

DISPONIBLE PROCHAINEMENT

Un argumentaire du POI
Retraites :
6 questions,
6 réponses



- 1.- Un prétendu déficit de notre système de retraite justifierait-il une réforme des retraites ?
- 2.- L'augmentation de l'espérance de vie justifierait-elle une réforme des retraites ?
- 3.- Que cherche le gouvernement avec « le rapprochement public-privé » ?
- 4.- Mais alors, quelles sont les vraies raisons de l'attaque contre les retraites ?
- 5.- Peut-on dire autre chose que « Stop, ne touchez pas à nos retraites ! » ?
- 6.- Sur quelle base forger l'unité ?

Prix : 0,50 euro

Selon la presse, le gouvernement maintiendrait la "possibilité" de partir à la retraite à 60 ans, mais avec une pension diminuée de 10 à 20 %.

L'ENTOURLOUPE autour de la retraite à 60 ans

Faut-il le faire sans le dire ? C'est la question provocatrice du Figaro (lundi 26 avril), révélant le dernier scénario gouvernemental pour faire passer sa « réforme » des retraites. Le plan est d'un rare cynisme. Il s'agit, explique le journal, de « laisser à chacun la possibilité de partir à 60 ans s'il le souhaite, mais de l'en dissuader au maximum ».

« Pour cela, la pension d'une personne choisissant de partir "tôt" (avant 62 ou 63 ans, par exemple) pourrait être amputée, même si elle possède tous ses "trimestres" », indique Le Figaro. Ce journal précise que « la personne qui liquiderait sa pension à 60 ans subirait une pénalité de 10 % à 20 % par rapport à celle qui prolongerait sa carrière jusqu'à 62 ans, si le gouvernement fixait par exemple cet âge comme objectif ».

Et voilà pourquoi certains agitent le mot d'ordre de la retraite à 60 ans sans autre précision... Car cela laisse entièrement le champ libre à cette manœuvre gouvernementale ! C'est le cas de la direction du Parti socialiste, qui centre ses « propositions » sur « le maintien de la retraite à 60 ans » et qui appuie le principe d'une « réforme », en acceptant le débat avec le gouvernement (Martine Aubry sera reçue par le ministre Woerth le 28 avril).

Il faut noter que la direction du PCF, par la voix de L'Humanité (27 avril), vient de prendre position. Sous le titre « Bâtir un socle commun de garantie », elle appuie avec insistance la notion de « maison commune des retraites ». Cette « revendication » est portée par la CFDT, par la direction de la CGT, malgré la méfiance, voire l'hostilité de nombreux militants qui craignent que cela n'ouvre la voie à la remise en cause

de tous les régimes existants, comme le souhaite le gouvernement.

Du côté des syndicats, Le Figaro (27 avril) relève que la confédération Force ouvrière ne s'est pas jointe à l'intersyndicale emmenée par la CGT et la CFDT pour les manifestations du 1^{er} Mai, FO refusant les « thèmes fourre-tout ». Son secrétaire général vient de fustiger la volonté du gouvernement de conduire une réforme consensuelle et se prononce pour une grève interprofessionnelle de 24 heures.

Quant à la direction de la CFDT, dans le projet de résolution soumis à ses militants pour son prochain congrès, prévu en juin, elle écrit : « L'augmentation de la durée de cotisation n'est acceptable pour la CFDT qu'à la condition d'un partage des gains d'espérance de vie et d'une possibilité de choix renforcée. »

Donc, la CFDT revendique ouvertement l'augmentation des durées de cotisation. Et de quel « choix » parle-t-elle ? « La possibilité de liquider sa retraite à 60 ans doit être maintenue », précise notamment la centrale dirigée par François Chérèque. 60 ans ? Mais avec quelle retraite ? La direction de la CFDT se garde bien de le préciser. N'est-ce pas, en tout point, ce qu'a prévu le gouvernement ?

Dans cette situation, le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, est pris en tenaille.

D'un côté, il refuse de couper le lien avec la direction de la CFDT, qui est sur des positions à l'exact opposé de l'aspiration majoritaire des militants de la CGT.

De l'autre, il est sous la pression des militants CGT, qui, à tous les niveaux, veulent réaffirmer la position qu'ils ont imposée lors du congrès confédéral de décembre dernier : « La CGT entend arrêter la spirale de l'allongement de la durée de cotisation (...), préserver les régimes actuels (...) du public et du privé. »

Décidément, rien n'est joué.

"Maintenir le très symbolique âge légal à 60 ans permet d'espérer des protestations syndicales limitées"

(Le Figaro, 26 avril)

Y. L. ■

APPEL

"Constituons nos comités pour l'unité sur le mot d'ordre : Ne touchez pas à nos retraites ! Aucun consensus avec Sarkozy !"

« Depuis le 22 avril, le ministre Woerth rencontre tour à tour les dirigeants du Parti socialiste, du Parti communiste français et du Parti de gauche, ainsi que des partis de droite. Il les consulte sur la future "réforme des retraites".

De toute part, les déclarations se multiplient sur ce que pourrait être une "bonne réforme". Nous, délégués, travailleurs et militants ouvriers de toutes tendances, actifs et retraités, nous exprimant dans le respect de la diversité de nos opinions, nous disons aux dirigeants des partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie : il ne peut y avoir aucun consensus avec le gouvernement Sarkozy. Aucun consensus, même sur la nécessité d'un "débat" sur les retraites, même sur le principe d'une "bonne réforme". Les travailleurs disent tout simplement : nos retraites, on n'y touche pas ! C'est le mandat. C'est la base de l'unité (...).

Nous appelons travailleurs, militants, jeunes, actifs et retraités de toutes tendances à constituer des comités pour l'unité en signant et en faisant signer ce mandat : "Rien ne peut justifier que l'on accepte d'entrer dans un "débat" remettant en cause nos régimes de retraite. Rien ne doit être touché, ni les 60 ans, ni le niveau du taux de remplacement, ni la durée de cotisation, ni le régime général, ni les régimes particuliers, ni les régimes spéciaux, ni le Code des pensions civiles et militaires : rien de tout cela n'est "négociable". »

Extraits de l'appel adopté le 24 avril à Paris par 80 militants ouvriers de toutes tendances

L'appel du 24 avril : "L'unité est possible pour que l'on ne touche pas à nos retraites et contraindre le gouvernement à reculer. Chacun le sent : rien n'est joué"

Le 24 avril, 80 militants ouvriers venus de toute la France, tous partie prenante de la campagne "Ne touchez pas à nos retraites !", se sont réunis à Paris, porteurs du mandat signé par 25 000 travailleurs.

Il y avait des militants du POI, du PCF, du Parti de gauche, du PS, des syndicalistes. Ensemble, ils ont collecté 25 000 signatures sur leurs localités, aux portes des entreprises ; ils ont organisé de premières réunions publiques, se constituant en comités pour l'unité, se saisissant de la proposition de mandat rédigée à l'initiative du Parti ouvrier indépendant. Avec une conviction commune : rien ne justifie une nouvelle réforme des retraites, il faut refuser l'appel à un prétendu débat, au consensus lancé par le gouvernement. « Tous les travailleurs sont indignés par ce qui s'est passé ces derniers mois, a remarqué un militant de la métallurgie. Des milliards pour les patrons, et des milliers de licenciements. Oui, il est possible de battre Sarkozy. Partout où nous militons, il y a une même volonté pour que notre dû soit payé. Le patron de Renault l'a dit : dans chaque voiture Clio, il y a 250 euros de cotisations sociales. Il ne veut plus les payer, comme tout le patronat. Ce n'est pas un problème financier, car l'argent existe, c'est une question de rapport de force. »

"Oui, il est possible de battre Sarkozy... La situation peut basculer à tout moment"

« Les retraites, c'est du salaire différé, approuve un autre militant. Pour les fonctionnaires d'Etat, c'est, aussi, sous une autre forme, la reconnaissance de la valeur de la force de travail. Alors, qu'on n'y touche pas ! Tout parti qui mettrait le doigt dans l'engrenage du débat voulu par le gouvernement desservirait la classe ouvrière. » « Le débat de Sarkozy est un piège », a résumé une militante socialiste d'Amiens. Elle ajoute : « Nous, à la base, on doit alerter. »

Une de ses camarades de parti, conseillère municipale en Haute-Savoie, acquiesce : « Petit à petit, on démantèle l'industrie, les services publics, et maintenant les retraites ? Ça suffit ! » Elle informe qu'elle saisira sa section de cette question. « Les conditions de l'unité sont-elles réunies ? », s'est interrogé un autre participant. « Ce n'est pas simple, même dans mon hôpital », a dit un autre.

« Le consensus pour une "réforme" est partout, mais il se fissure », a répondu un postier parisien du POI en relatant les discussions avec des militants défendant l'appel lancé par la Fondation Copernic. « Il faut aller au contact, conclut-il, la situation peut basculer à tout moment. »

Plusieurs participants ont aussi fait part de l'indignation de nombreux militants dans leurs organisations syndicales après les propos tenus par la direction de la CFDT, qui défend ouvertement l'allongement pour tous de la durée de cotisation et la destruction du régime de retraite des fonctionnaires.

"PAS D'AUTRE SOLUTION QUE DE BLOQUER LE PAYS"

« Il n'y aura pas d'autre solution pour faire reculer le gouvernement que de bloquer le pays », a lancé un militant de Seine-Saint-Denis. « Comme en 1995 », a ajouté un de ses camarades de l'Essonne, convaincu que l'unité CGT-FO-FSU pourrait se constituer sur la base de leurs positions de congrès, qui, tous, ont réaffirmé leur opposition à tout allongement de cotisation et se sont prononcés pour le maintien de tous les régimes existants.

« Rien n'est joué ! » C'est la conclusion qui se dégage de toute cette discussion. Sur le plan politique qui était le sien, la rencontre s'est achevée par la discussion et le vote d'un appel centré sur le mandat « Ne touchez pas à nos retraites ! » et sur l'invitation à organiser dans tout le pays, « dans le respect de la diversité des points de vue, des meetings, des assemblées publiques, des rassemblements politiques ».

En quelques heures, 87 signatures recueillies sur l'appel du 24 avril parmi les postiers du Val-d'Oise "Qu'est-ce que ce serait si l'on se mettait tous en grève en même temps ! Ils ne sont pas forts, en face"

Les avions de Roissy passent au-dessus de l'immense centre de tri de Gonesse (Val-d'Oise), au milieu de nulle part, ce lundi 26 avril au soir. Les brigades de nuit entrent pour l'embauche à 21 h 30, puis c'est la sortie des autres équipes, qui ont fini. Les voitures patientent, font la queue ; ceux qui viennent par le bus vont signer à la table. « Où est-ce qu'on signe ? » C'est la remarque la plus fréquente, après que les diffuseurs ont lancé : « Ne touchez pas à nos retraites ! Aucun consensus avec Sarkozy ! » Informations ouvrières est présent (seize seront vendus) : cette semaine, il y a le portrait de Nora, factrice, déléguée CGT au bureau de poste d'Argenteuil, la grève de 42 jours, les 11 postes obtenus... Au final, 60 signatures de postiers, dont des responsables syndicaux, sur l'appel « Ne tou-

Appel du 24 avril
Unité pour : Ne touchez pas à nos retraites !

Nous en appelons aux travailleurs et militants de toutes tendances à tous les niveaux, dans les usines, les quartiers, les écoles, les entreprises, les localités...

Constituons nos comités pour l'unité sur le mot d'ordre : "Ne touchez pas à nos retraites ! Aucun consensus avec Sarkozy !"

Dans tout le pays, alors que le gouvernement présente la contre-réforme des retraites comme inévitable, les travailleurs affirment, de plus en plus nombreux : oui, l'unité est possible pour que l'on ne touche pas à nos retraites et contraindre le gouvernement à reculer. Chacun le sent : rien n'est joué. Comment, sur le terrain même de la lutte de classe unissant travailleurs et organisations, bloquer le gouvernement et sauver les retraités ?

Nous, délégués des comités pour l'unité, réunis pour « Ne touchez pas à nos retraites » à Paris ce 24 avril, ayant approuvé le mandat soumis par le Parti ouvrier indépendant, nous constatons : plus de 25 000 travailleurs et jeunes dans tout le pays ont contresigné l'appel qui dit : « Unité ! Ne touchez pas à nos retraites ! Aucun consensus ! »

Depuis le 22 avril, le ministre Woerth, rencontré par les dirigeants du Parti socialiste, du Parti communiste français et du Parti de gauche ainsi que des partis de droite. Il les consulte sur la future « réforme des retraites ». De toutes parts, les déclarations se multiplient sur ce que pourrait être une « bonne réforme ».

chez pas à nos retraites ! » lancé le 24 avril à Paris. Comme le disait Nora : « Oui, il nous faut l'unité, que ce soit

pour les postes ou pour défendre nos retraites. » Le lendemain matin, 15 signatures sont recueillies à Argenteuil devant le bureau de poste. Un postier nous dit : « Si l'on peut arriver à quelque chose au niveau d'un seul bureau, qu'est-ce que ce serait si nous y allions tous en même temps. Ils ne sont pas forts, en face... » Douze signatures sont recueillies au même moment devant le bureau de poste de Saint-Gratien, signataires qui s'inscrivent en même temps au comité local pour l'unité constitué par le POI, et celle d'un responsable local du Parti de gauche.

LA PAROLE À

Zohra Bouziani, militante socialiste dans la Somme

"Nos dirigeants doivent dire non"

Qu'est-ce qui t'a amenée à prendre part à la campagne « Non au consensus, ne touchez pas à nos retraites » ?

J'ai entendu Sarkozy dire : « Il faut réformer les retraites. » Quand on sait qu'il ne représente plus que 11 % des électeurs inscrits, on sent bien qu'il n'est pas fort.

Au début de son mandat, c'était : « Moi, je... » Et maintenant, c'est : « Je viens vers vous. »

Il est malin, et il faut qu'on soit plus malins que lui. Il faut qu'à la base, on se rassemble pour créer une unité, un rapport de force pour faire barrage à sa « réforme » des retraites, et que nos dirigeants nous écoutent.

Je vais demander à mon secrétaire de section de mettre cette question à l'ordre du jour. C'est primordial, car nos dirigeants sont appelés par le gouvernement à discuter de la « réforme ». Or il n'y a rien à discuter. Il faut fermer la porte à Sarkozy.

Que penses-tu des dernières déclarations des dirigeants du PS ?

Je pense que, malheureusement, la direction du parti cherche à discuter avec le gouvernement. Je le redis : il n'y a rien à discuter.

Nos dirigeants doivent dire non. Martine Aubry était pour les 35 heures pour développer des emplois. Elle ne va quand même pas revenir sur cela et dire aujourd'hui « On réforme les retraites ». On n'y comprend rien.

Propos recueillis par Yan LEGOFF

ÉDITORIAL

C'est maintenant

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Le Fonds monétaire international fonctionne comme un étoupeur. A chaque tour, on serre un peu plus fort. Vendredi dernier, le Premier ministre grec, Andréas Papandréou, a annoncé : « Nous avons mis au point un plan, nous avons pris des mesures difficiles et douloureuses. Mais les marchés n'ont pas répondu. » D'où un nouveau train de mesures destructrices contre les retraites ouvrières, les salaires, les services publics, et contre le peuple grec tout entier. Ainsi l'exigent les « marchés », c'est-à-dire de grands groupes de spéculateurs, des multinationales et des capitalistes.

Qui donnera tort au peuple grec de manifester aux cris de « Dehors le FMI ! » ?

On nous dira : la Grèce n'est pas la France. Soit... Jean-Pierre Jouyet préside l'Autorité des marchés financiers (le « gendarme de la Bourse »). Sur Canal +, ce 27 avril, il déclare : « La question des retraites va être une question absolument centrale. Pour les marchés, les signes qui seront donnés en termes de réforme des retraites sont extrêmement importants sur la volonté des autorités françaises d'assainir à moyen terme le système des finances publiques. »

On sent poindre la menace : gare à vous si la « réforme des retraites » ne répond pas à l'attente des marchés... Et l'on nous parle de « débattre » de la « réforme » des retraites ? Avec qui ? Avec les marchés financiers qui en réclament et en réclameront toujours plus ?

L'heure approche à grands pas de combattre toute tentative de « réforme ». Sur quelle base ?

L'une des organisations qui soutient l'appel Copernic (lire page 8) écrit : « La revendication qui fédère est le maintien de l'âge de départ légal à 60 ans » (1). La seule revendication qui fédère serait le départ légal à 60 ans ? Comment faut-il comprendre cette formule ? Peu importerait qu'il y ait une décote ? Peu importerait l'âge de départ à taux plein ? Peu importerait la durée de cotisation ou les attaques contre les prétendus privilèges des retraités des fonctionnaires, des régimes spéciaux ou des régimes particuliers ? Avons-nous bien compris ?

Il y a danger. Décréter qu'une seule revendication fédère, c'est annoncer par avance qu'on est prêt à lâcher sur les autres. C'est mettre le doigt dans l'engrenage.

Répetons-le : il n'y a aucune raison de céder quoi que ce soit des régimes de retraite existants (2). La base de l'unité, c'est celle qu'on a dégagée dans la discussion commune, le 24 avril au matin, les travailleurs et militants de toutes tendances réunis à l'invitation du POI à Paris. Il y avait là des adhérents du POI, mais aussi, nombreux, des adhérents, militants, responsables et élus du Parti socialiste, du Parti communiste, du Parti de gauche, des syndicalistes de toutes tendances et de toutes opinions. Tous sont tombés d'accord pour dire que la seule base possible de l'unité, c'est « Aucun consensus avec Sarkozy ! Ne touchez pas à nos retraites ! » Il s'agit maintenant de déployer la campagne. De faire signer en masse le mandat. De le diffuser. D'organiser dans tout le pays des diffusions, des prises de parole publiques, des meetings, des réunions publiques. Que se constitue le réseau le plus serré des comités pour l'unité, militants de toutes tendances s'agréant en un solide bloc ouvrier pour aider à dégager la voie de l'action unie de toute la classe ouvrière, contraignant le gouvernement à renoncer. C'est maintenant qu'il faut y aller.

(1) Comité exécutif du NPA, le 19 avril.
(2) Est disponible auprès des adhérents l'argumentaire édité par le Parti ouvrier indépendant : « 6 questions, 6 réponses » sur les retraites.